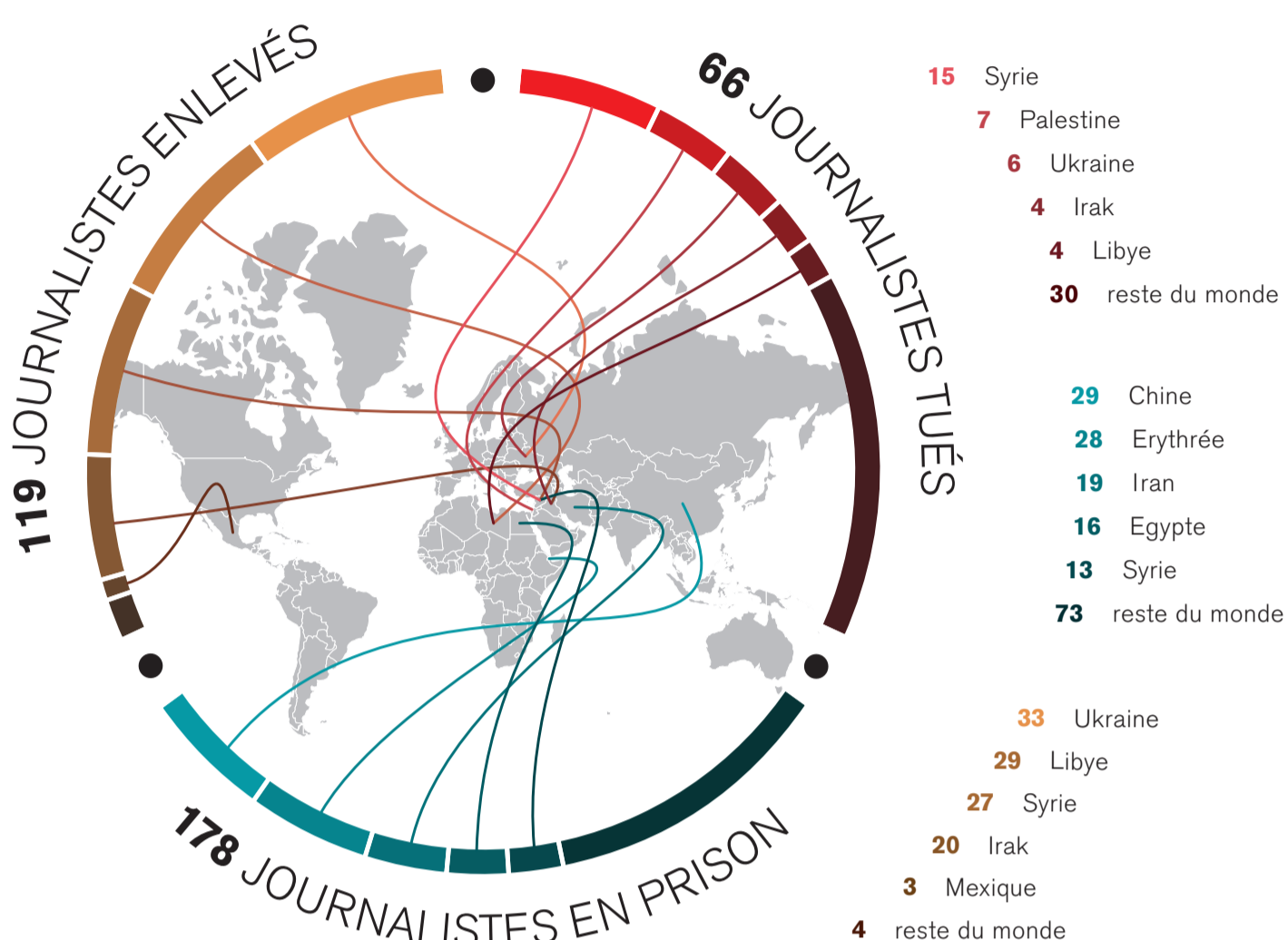




BILAN DES VIOLENCES CONTRE LES JOURNALISTES



Malgré une légère baisse du nombre de journalistes tués dans l'exercice de leurs fonctions, le bilan publié par Reporters sans frontières pour l'année 2014 met en lumière une mutation de la violence, avec une instrumentalisation de plus en plus grande des exactions contre les reporters (décapitations, mises en scène, menaces). Les assassinats sont de plus en plus barbares, les enlèvements en très forte croissance, avec l'objectif, pour ceux qui les perpètrent, d'empêcher l'information indépendante et de dissuader les regards extérieurs. Les intimidations sont si diverses que les journalistes sont deux fois plus nombreux à avoir pris le chemin de l'exil par rapport à l'année précédente.

Établi chaque année depuis 1995 par Reporters sans frontières, le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données précises, collectées grâce à l'activité de veille de l'organisation. Sont inclus dans ces statistiques les journalistes, professionnels ou non, ayant trouvé la mort dans le cadre de leur travail d'information. Les cas sur lesquels l'organisation n'a pas encore pu réunir les éléments nécessaires pour statuer avec rigueur demeurent en investigation.

LES FICHES

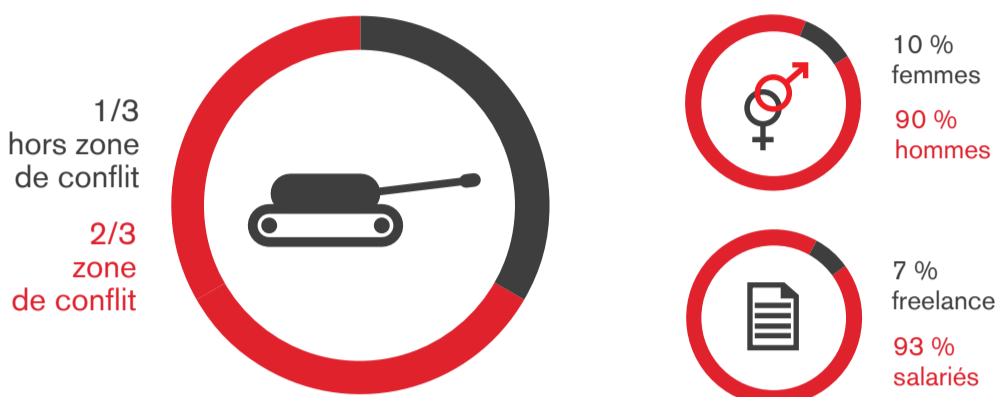
- 66** journalistes tués
- 5** exactions qui ont marqué l'année
- 119** journalistes enlevés
- 5** zones les plus dangereuses
- 178** journalistes en prison
- 139** journalistes exilés
- 853** journalistes arrêtés
- 1846** journalistes menacés et/ou agressés

66

JOURNALISTES TUÉS

↓ 7 %

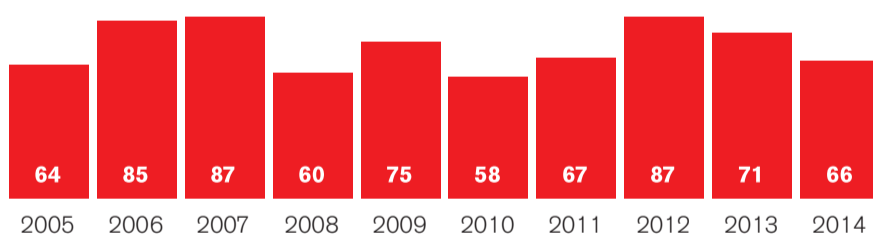
et **19** citoyens-journalistes tués
et **11** collaborateurs des médias tués



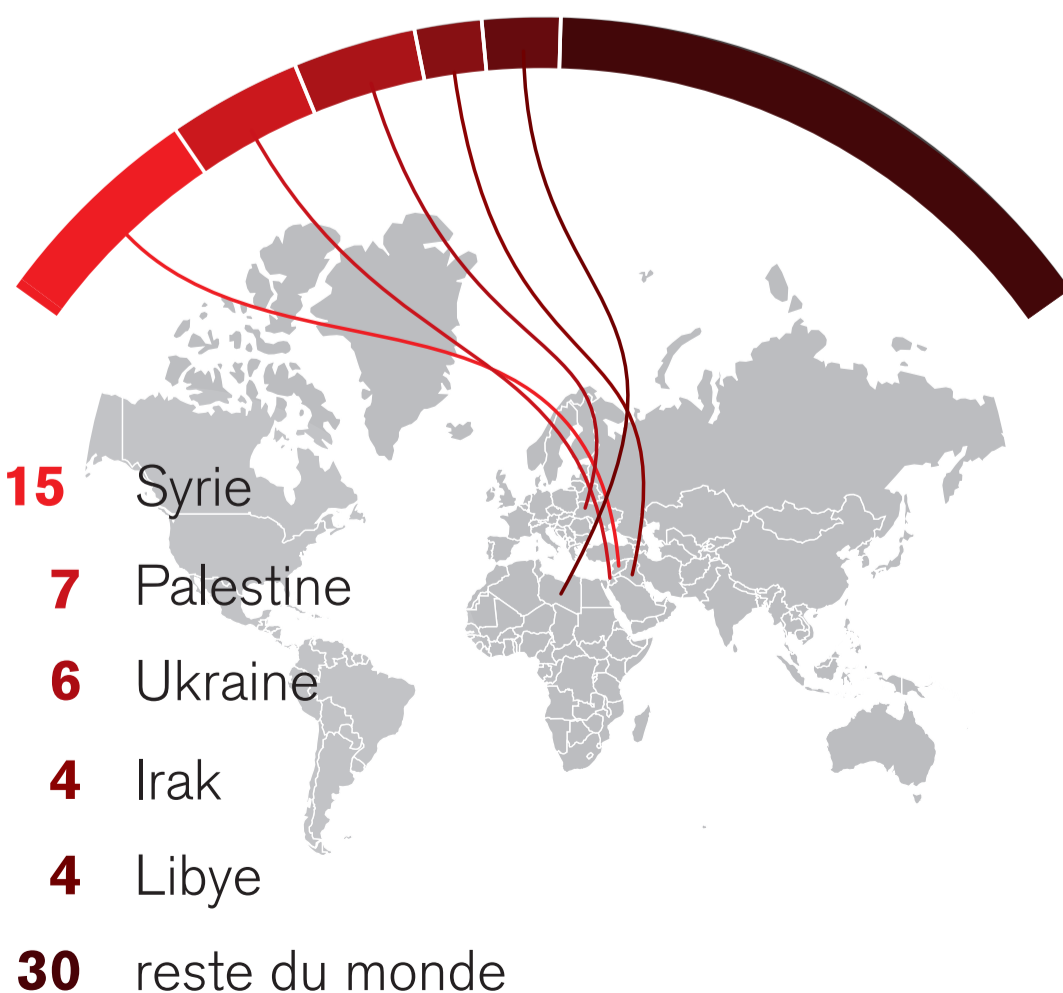
2014
Bilan du 1/01/2014
au 8/12/2014

Les décapitations de journalistes en 2014 démontrent l'ampleur de la violence à l'égard des témoins gênants. Rarement la mort des reporters aura été perpétrée avec une science aussi barbare de la propagande. Au-delà de ces actes qui ont suscité une émotion partout dans le monde, 66 journalistes professionnels au total ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions en 2014, ce qui représente une légère baisse de 7 % par rapport à l'an passé. Les deux tiers ont trouvé la mort dans des zones de conflit, comme en Syrie (le pays conforte sa place de pays le plus meurtrier pour les journalistes), dans les Territoires palestiniens (notamment à Gaza), dans l'est de l'Ukraine, en Irak et en Libye. Deux phénomènes importants peuvent être relevés : en premier lieu, la décrue des assassinats de journalistes dans les pays "en paix", en Inde ou aux Philippines. A l'inverse, il convient de souligner la hausse importante (+ 100 %) de femmes journalistes tuées cette année, six contre trois l'an dernier. Les journalistes de sexe féminin ont été tués en Centrafrique, en Irak, en Egypte, en Afghanistan et aux Philippines. Une net-citoyenne mexicaine a également été assassinée après avoir été enlevée par des hommes armés.

720 journalistes
ont été tués depuis 2005



Les **5** pays les plus meurtriers
pour les journalistes





EXACTIONS QUI ONT MARQUÉ L'ANNÉE

2014



Raad Azaoui

Le journaliste irakien Raad Mohamed Al-Azaoui a été tué en public le 10 octobre 2014 dans la ville assiégée de Samarra par le groupe Etat islamique (EI). Pour avoir refusé de collaborer avec les djihadistes, qui ne supportent les reporters que soumis ou morts, ce cameraman de la chaîne *Sama Salah Aldeen TV*, a été assassiné aux côtés de son frère et de deux autres civils. Père de famille de 36 ans, il avait été enlevé le mois précédent avec une vingtaine d'Irakiens. L'organisation islamiste avait dès le départ annoncé son intention de l'exécuter.



Raef Badawi

Raef Badawi, net-citoyen et lauréat du Prix RSF 2014 pour la liberté de la presse, est en prison depuis 2012 pour « insulte à l'islam ». En septembre 2014, la cour d'appel de Riyad a condamné ce jeune homme de 30 ans, père de trois enfants, à dix ans de prison et 1 000 coups de fouet, en plus d'une lourde amende pour avoir propagé des idées libérales sur son site *Liberal Saudi Network*. Face à cette sentence inhumaine, contraire au droit international, RSF a lancé une pétition, appelant le roi d'Arabie saoudite à accorder sa grâce à Raef Badawi.



James Foley

Le 19 août 2014, le groupe Etat islamique diffusait une vidéo terrifiante de la décapitation de l'un de ses otages, le journaliste américain James Foley, 40 ans, grand reporter pour le site d'information *GlobalPost* et l'*Agence France Presse* (AFP). Cette mise en scène insoutenable diffusée sur Internet, destinée à exercer une pression sur le gouvernement américain, faisait peser la menace d'un traitement semblable pour l'un de ses confrères. Deux semaines plus tard jour pour jour, le groupe djihadiste passait une seconde fois à l'acte, assassinant selon le même procédé, Steven Sotloff détenu en Syrie depuis l'été [2013](#).



Khadija Ismailova

Connue pour ses enquêtes sur la corruption au plus haut niveau de l'Etat azerbaïdjanais, Khadija Ismailova est emprisonnée depuis le 5 décembre 2014. Son travail d'investigation et son activisme en faveur des droits de l'homme en ont fait une cible de choix pour les autorités. En 2012 et 2013, elle est victime d'une campagne calomnieuse. Les pressions s'intensifient en 2014 : Khadija Ismailova est accusée d'espionnage et poursuivie pour diffamation. C'est finalement l'accusation absurde d'avoir "poussé" un ancien collaborateur au suicide qui lui vaut d'être arrêtée. Ce seul chef d'accusation lui fait courir une peine de trois à sept ans de prison.



Gao Yu

Journaliste chinoise de renom, Gao Yu, 70 ans, est accusée de divulgation de secrets d'Etat au média allemand *Deutsche Welle*. Lors de la première audience de son procès qui s'est ouvert le 21 novembre 2014 à Pékin, la journaliste a plaidé non coupable, récusant ainsi les aveux qui lui avaient été soutirés lors de sa détention en mai dernier, avant d'être diffusés par la chaîne CCTV News. Première journaliste à recevoir le Prix mondial de la liberté de la presse décerné par l'Unesco en 1997, Gao Yu, qui a déjà passé sept ans en détention, risque, si elle est reconnue coupable, une peine maximale de 15 ans de prison.

119

JOURNALISTES ENLEVÉS

↑ 37 %

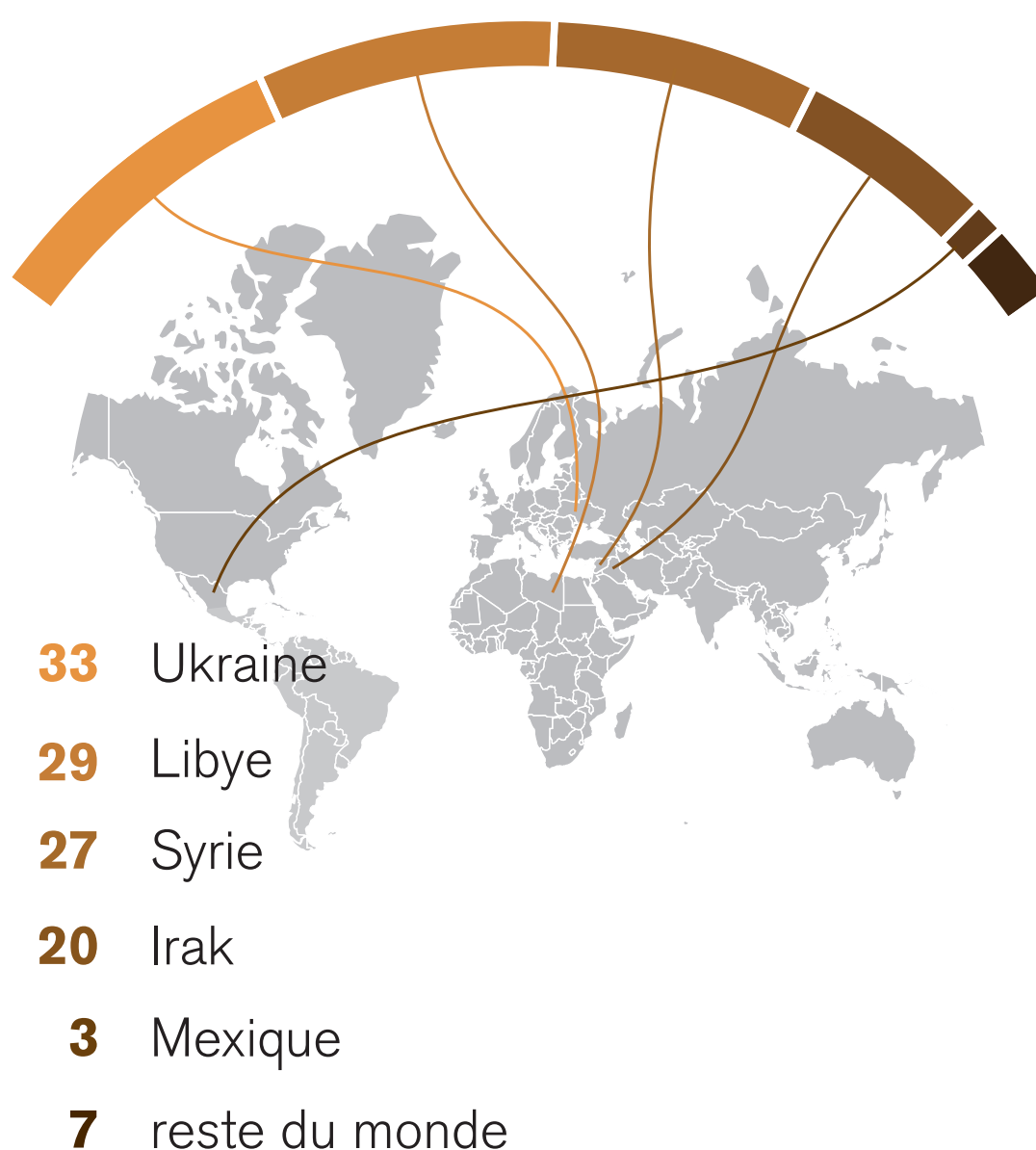
et **8** citoyens-journalistes enlevés



2014
Bilan du 1/12/2013
au 8/12/2014

Le nombre des journalistes enlevés (libérés, tués ou qui demeurent otages) accuse une forte hausse cette année. En 2014, 119 journalistes professionnels ont été kidnappés dans le monde, contre 87 l'an dernier, soit une augmentation de 37 %. Les prises d'otages ont été particulièrement nombreuses dans la zone Moyen-Orient Afrique du Nord. En Libye et en Syrie, respectivement 29 et 27 journalistes ont été enlevés au cours de l'année. En Irak, le chiffre s'élève à vingt. Une tendance qui s'explique notamment par l'offensive du groupe Etat islamique dans la région ainsi que par l'insécurité qui règne en Libye où les conflits armés entre milices rivales ne faiblissent pas. En Ukraine, de nombreux journalistes ont été enlevés cette année, principalement dans l'est du pays où le conflit perdure malgré le cessez-le-feu décrété en septembre dans la région. A ce jour, 40 journalistes et trois citoyens-journalistes restent otages dans le monde. Représentant près de 90% des enlevés, les journalistes locaux payent le plus lourd tribut. En Syrie, parmi les 22 journalistes toujours entre les mains de groupes armés, 16 sont syriens. En Irak, les huit otages encore retenus sont tous de nationalité irakienne.

Où les reporters sont-ils le plus kidnappés ?



les
5

ZONES LES PLUS DANGEREUSES

2014



Territoires sous contrôle du groupe Etat islamique (Irak et Syrie)

Dans les zones assiégées en Irak et en Syrie, les djihadistes du groupe Etat islamique exercent une sanglante dictature de l'information. Les journalistes sont personnellement fichés, traqués, enlevés et tués. Ce climat de terreur a engendré le phénomène de "trous noirs de l'information", comme à Mossoul (nord-ouest de Bagdad) où la majorité des journalistes ont fui la ville par peur des représailles. Dans la province syrienne de Deir Ezzor, le groupe a imposé une liste de onze règles pour les journalistes, notamment de prêter allégeance au calife Abu Bakr al-Baghdadi.



Est de la Libye

"On va te couper les doigts si tu continues à écrire". Voici le genre de menaces auxquelles sont confrontés régulièrement les journalistes dans l'est de la Libye. Alors que le pays s'enfonce un peu plus chaque jour dans le chaos, la guerre que se livrent les milices rivales éconduit les témoins en toute impunité. En cinq mois, trois journalistes ont été assassinés en pleine rue ; le plus jeune avait 18 ans. Neuf autres ont été kidnappés. On ne compte plus ceux qui se sont fait arrêter ou menacer. Porter une caméra ou une carte de presse relève de la bravoure.



Baloutchistan (Pakistan)

Plus grande province du Pakistan, également la plus pauvre, le Baloutchistan est le théâtre régulier de violents affrontements entre les forces de sécurité et les groupes armés baloutches. Les journalistes travaillant dans la province sont pris en étau par ces deux "prédateurs de la liberté de la presse". Aux attentats réguliers des islamistes ou Taliban s'ajoutent les représailles des groupes séparatistes mais aussi la surveillance et les détentions arbitraires perpétrées par les militaires. Ces violents affrontements qui secouent la province depuis 2004 constituent le lot quotidien des rares reporters encore présents dans la région.



Régions de Donetsk et Lougansk (Ukraine)

Depuis le début du conflit armé, en avril 2014, une partie des régions de Donetsk et Lougansk s'est transformée en zone grise. Les combats, qui ont coûté la vie à six journalistes entre mai et août, semblent aujourd'hui moins intenses et les prises d'otages et arrestations arbitraires moins systématiques. Mais le terrain, hérissé de checkpoints et parcouru par des escouades d'hommes armés non identifiés, n'en reste pas moins dangereux. Présumés suspects et priés de se rallier à la cause des belligérants, les reporters travaillent dans un climat d'arbitraire et de menaces incessantes. Les plus exposés restent les journalistes locaux : saccages de bureaux, intimidations et censure...



Département d'Antioquia (Colombie)

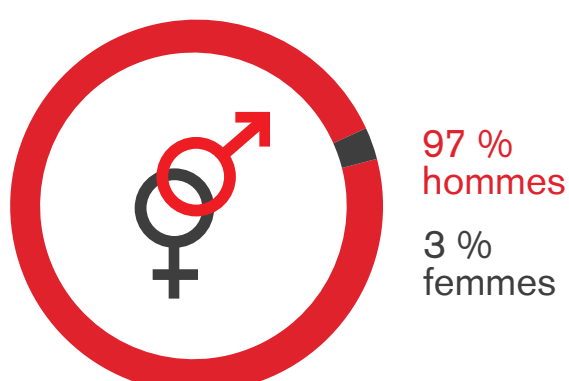
Dans le département d'Antioquia (nord-ouest de la Colombie), informer est un exercice à haut risque, notamment pour ceux qui enquêtent sur la corruption ou le crime organisé. Des bandes criminelles paramilitaires y sèment la terreur avec la complicité ou non des autorités locales. Ces groupes n'hésitent pas à publier des listes noires dans lesquelles apparaît le nom de journalistes à abattre. Menaces, agressions et meurtres se multiplient dans un climat d'impunité quasi totale. Le 12 août dernier, le journaliste Luis Carlos Cervantes était assassiné seulement deux semaines après le retrait de son escorte policière.

178

JOURNALISTES EN PRISON

— Stable

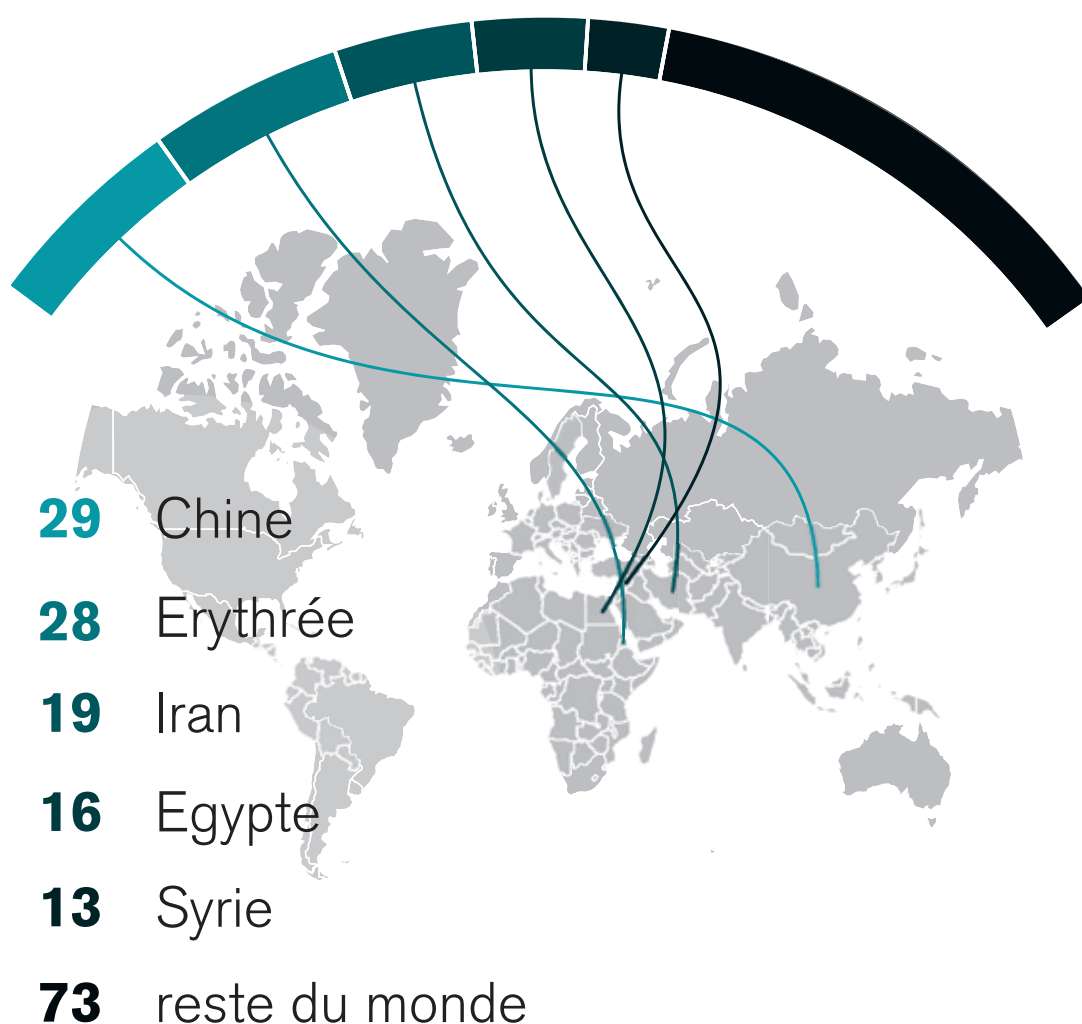
et **178** citoyens-journalistes en prison



Le 8 décembre 2014, 178 journalistes en tout se trouvaient du fait de leurs activités professionnelles derrière les barreaux de nombreux pays. Cent soixante dix-huit citoyens-journalistes sont également incarcérés, un chiffre équivalent par le plus grand des hasards. Mais les pays les plus répressifs ne sont pas les mêmes selon que les journalistes sont professionnels ou amateurs. La Chine arrive en tête pour les deux catégories avec 17 % des journalistes professionnels emprisonnés et 44 % des journalistes-citoyens. L'Erythrée, l'Iran, la Syrie font partie comme en 2013 des plus grandes prisons du monde pour les journalistes professionnels. L'Egypte sous le régime autoritaire du président Al-Sissi fait son entrée à la 4ème place avec 9 % des journalistes emprisonnés. Les citoyens-journalistes sont pour leur part davantage incarcérés au Vietnam, ce qui s'explique notamment par le dynamisme des réseaux sociaux, principales sources d'information face à une presse traditionnelle indépendante quasi inexistante et en Arabie saoudite où la loi cybercriminalité s'abat sur toute voix dissidente.

2014
Bilan au 8/12/2014

Les **5** plus grandes prisons pour les journalistes



139

JOURNALISTES EXILÉS

↑ 106 %

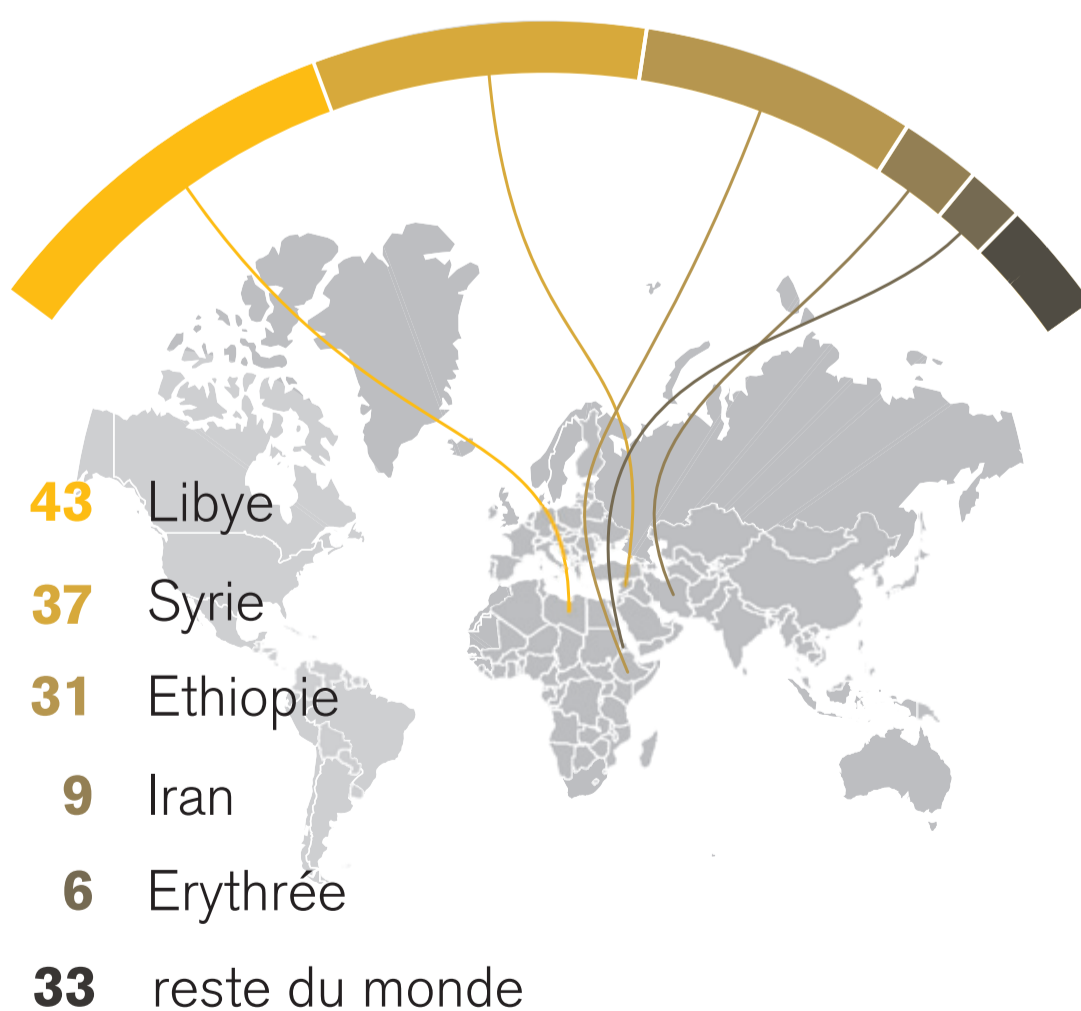
et **20** citoyens-journalistes exilés

Au cours de l'année 2014, 139 journalistes professionnels et 20 citoyens-journalistes ont pris attache avec Reporters sans frontières (RSF) au moment de fuir leur pays. En comparaison, RSF recensait l'an dernier 77 journalistes professionnels ou non contraints au départ en raison de leurs activités. Ces chiffres traduisent une hausse de plus de 100 % du recours à l'exil par rapport à 2013. Echouant le plus souvent dans des pays limitrophes, nombre de journalistes déracinés continuent de craindre pour leur sécurité. Les sbires des régimes ou les milices qu'ils tentent de fuir franchissent parfois les frontières à leurs trousses.

2014
Bilan du 1/12/2013
au 8/12/2014

Face au chaos et aux menaces de mort, 43 Libyens et 37 Syriens ont emprunté le chemin de l'exil en 2014. La répression sur l'ensemble de la presse privée en Ethiopie a poussé 31 journalistes au départ. Face aux menaces d'arrestations des autorités d'un pays devenu la plus grande prison du continent européen pour les journalistes, des dizaines de professionnels d'Azerbaïdjan ont fait de même aux cours des derniers mois. Six d'entre eux ont été aidés par Reporters sans frontières. L'hémorragie s'est également poursuivie en Iran et en Erythrée, pays malheureusement abonnés aux dernières marches du Classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières.

Les pays qui provoquent la fuite des journalistes



853

JOURNALISTES ARRÊTÉS

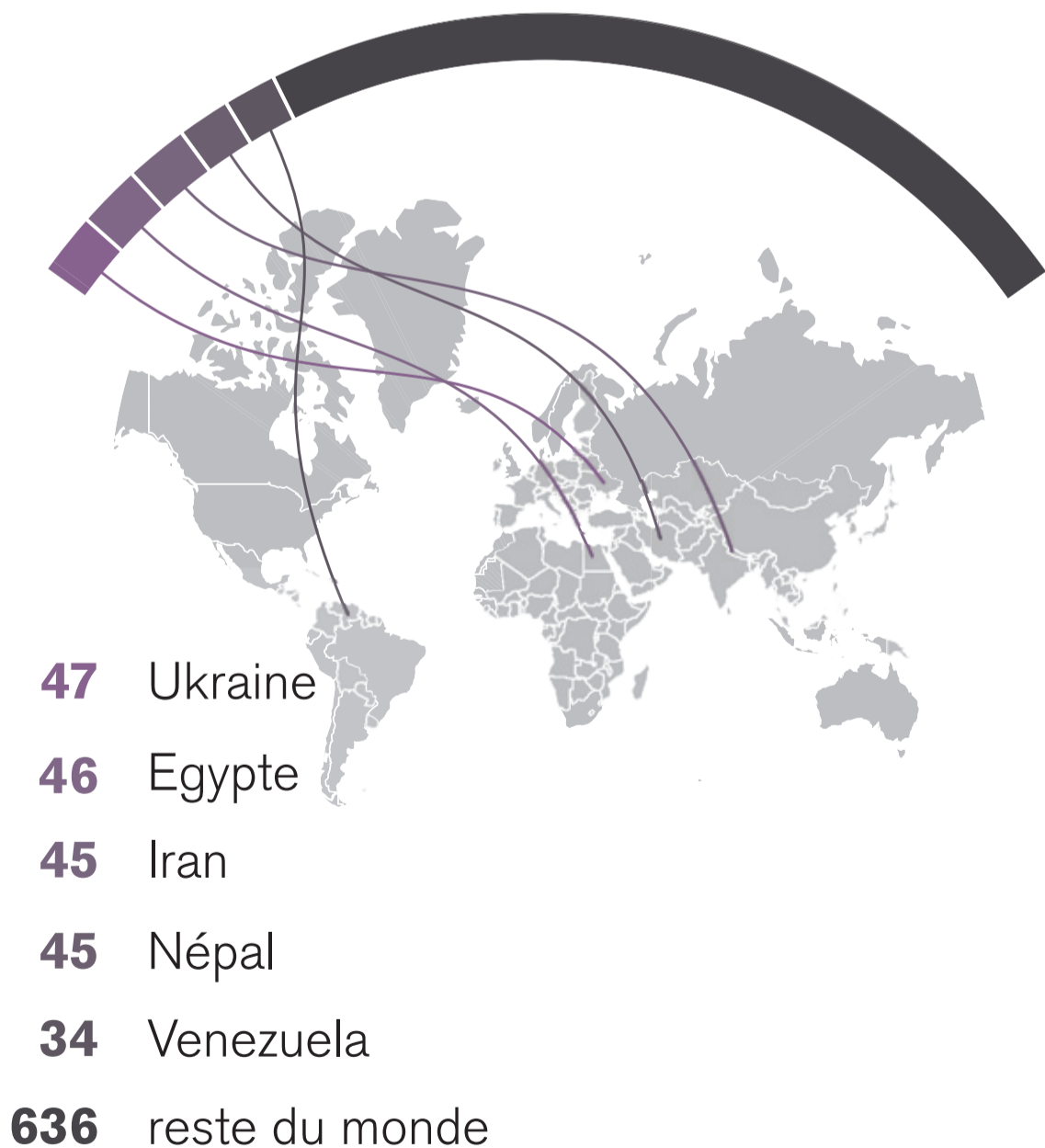
↑ 3 %

et **122** citoyens-journalistes arrêtés

2014
Bilan du 1/12/2013
au 8/12/2014

Bien entendu, les interpellations ou arrestations sont des atteintes à la liberté de l'information dont la gravité est sans commune mesure avec les assassinats ou prises d'otages de longue durée, mais elles constituent des empêchements de travailler, et parfois des intimidations violentes, inadmissibles. En 2014, au moins 853 journalistes professionnels ont été arrêtés, soit une légère hausse de 3 % par rapport à l'an passé. En Ukraine, les autorités et les rebelles multiplient les contrôles musclés dans les zones de combat, embarquant avec violence des journalistes, relâchés quelques heures plus tard sans qu'aucun motif ne soit donné. A quelques milliers de kilomètres, ce sont 46 journalistes qui ont été arrêtés en Egypte cette année sous des prétextes, tels que la proximité supposée avec les Frères musulmans ou les accusations d'atteinte à l'unité nationale et d'incitation aux émeutes et à la violence. La politique répressive du président Al-Sissi parvient à instaurer un régime de propagande que la situation politique ne saurait justifier.

Les pays où les journalistes sont le plus arrêtés



1846

JOURNALISTES MENACÉS ET/OU AGRESSÉS

↓ 15 %

2014
Bilan du 1/12/2013
au 8/12/2014

Nombre de pays ont été le théâtre cette année de manifestations parfois très violentes lors desquelles beaucoup de journalistes ont été agressés, voire passés à tabac par des manifestants ou des forces de l'ordre. Au Venezuela, 62 % des exactions commises contre les journalistes lors des soulèvements populaires ont été commises par la garde nationale bolivarienne. En Turquie, un an après les manifestations du parc Gezi, l'impunité des violences policières ne fait qu'encourager de nouvelles bavures : les journalistes paient toujours un lourd tribut à l'usage disproportionné de la force par la police en marge des manifestations. Le chiffre inégalé des agressions en Ukraine s'explique essentiellement par les violences policières ciblées à l'encontre des journalistes qui couvraient les événements de la place Maidan en janvier et février derniers. La violence s'est ensuite déplacée en Crimée et dans l'est du pays, où une cinquantaine de journalistes ont été brutalisés. Quant au Parti communiste chinois, ce dernier n'hésite pas recourir à des policiers "gangsters" en civil pour empêcher les journalistes de couvrir les manifestations. Cette violence verbale et physique s'exporte dangereusement à Hong Kong. A ces agressions, il convient d'ajouter les nombreuses menaces dont font l'objet les journalistes et dont les auteurs peuvent être aussi bien des officiels que des acteurs non étatiques (crime organisé, milice privée, partisans d'organisation religieuse).

Les pays où les reporters sont le plus agressés

